

COMMUNIQUÉ

Le budget de la désespérance !

Dans le cadre de la présentation du projet de Loi de Finances pour l'année 2014, les ministères économiques et financiers connaissent 2 564 nouvelles suppressions d'emplois.

Depuis 2001, c'est un quart des effectifs qui a disparu dans les directions de Bercy !

Les ministres de Bercy concrétisent leur volonté d'afficher les missions économiques, fiscales, industrielles comme non prioritaires dans l'action gouvernementale, en totale contradiction avec les discours entendus tout au long de cette année sur la nécessaire lutte contre toutes les fraudes.

Dans ce contexte, les démarches stratégiques directionnelles en cours de finalisation, ne constituent qu'un « habillage organisationnel » pour justifier ces choix budgétaires.

Les crédits de fonctionnement seront eux amputés de 50 millions d'euros, alors que dès cette année de nombreuses directions se trouvent en graves difficultés financières. Cette amputation budgétaire engendre des mesures restrictives sur les moyens de contrôle, des retards sur les paiements aux fournisseurs et des retards de remboursement des frais occasionnés par les déplacements des agents.

Alors que tous les acteurs de prévention font le constat d'une souffrance au travail qui s'installe durablement, il va sans dire que ces nouvelles suppressions d'emplois et ces restrictions supplémentaires de moyens de fonctionnement ne feront qu'aggraver encore les conditions de travail des agents.

Dans le même temps, le PLF 2014 entérine le gel de la valeur du point d'indice pour la 4^{ème} année consécutive, la revalorisation des cotisations retraite, la suppression de la déductibilité des frais de scolarité, l'abaissement du quotient familial. Autant de mesures qui viendront amputer à nouveau le pouvoir d'achat des agents. Une double peine qui se traduit en quelque sorte « **par un travailler plus pour gagner moins** » !

FO Finances déplore d'apprendre, par presse interposée, les grandes lignes de ce budget, ce qui en dit long sur la réelle volonté ministérielle d'un dialogue social constructif.

Le Comité Technique Ministériel du 8 octobre prochain sera pour les Ministres présents l'occasion de tenter de justifier l'inexplicable pour les agents qui subissent au quotidien depuis maintenant bien trop d'années les conséquences de leurs choix budgétaires, et qui désespèrent d'en voir un jour leurs efforts reconnus à leur juste valeur.

Paris, le 27 septembre 2013